



Front Syndical de Classe Créé par des militants CGT et FSU

Site : www.frontsyndical-classe.org - Courriel : frontsyndical.classe@laposte.net

"Le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates. (...) Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme : il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste." Charte d'Amiens

Le Front Syndical de Classe est affilié à la Fédération Syndicale Mondiale



Entrer en résistance

Le gouvernement des riches, par et pour les riches, accélère le rythme de ses attaques pour provoquer une rupture générale avec les acquis de deux siècles de luttes.

Avec un cynisme sans faille, il applique à la lettre le programme de ses maîtres du MEDEF et de l'UE afin de renforcer les profits des plus grands groupes privés et de briser tous les liens de solidarité collective pour imposer le cauchemar néo-libéral fait d'individus « auto-entrepreneurs de leur vie » en concurrence permanente. Sauf pour les plus puissants bien sûr, bien à l'abri de leurs fortunes et de leurs lois.

Après la casse du Code du travail par ordonnances et la généralisation des « ruptures conventionnelles » qui entraînent déjà une explosion des licenciements dans des entreprises gavées par ailleurs de subventions publiques, après la réduction du pouvoir d'achat des salariés et des pensionnés, après l'étranglement accéléré des hôpitaux publics, après la casse du bac national et la mise en concurrence libre et non faussée des étudiants pour l'accès à l'université, après l'apprentissage sous contrôle patronal direct, après la braderie de fleurons industriels comme Alstom et STX, avant les retraites et la sécu, c'est au tour des services publics au sens large d'être dans la ligne de mire.

Il s'agit bien sûr d'ouvrir des nouveaux champs de profits aux grandes entreprises privées mais aussi d'en finir avec un des piliers de la Nation française construit par l'intervention des travailleurs en 1936 et 1945 : SNCF et Fonction publique statutaire. Au menu

donc : projet de privatisation de la SNCF et de casse des statuts en application du 4^{ème} paquet ferroviaire européen imposant l'ouverture à la concurrence du trafic voyageur ; « programme action publique 2002 » prévoyant 120000 suppressions de postes, abandons de mission et privatisations, recrutement de contractuels et casse des statuts...

Cette guerre sociale est accompagnée d'un pilonnage idéologique de grande intensité de la part des médias aux mains et aux ordres des principaux groupes capitalistes. Aucun mensonge n'est de trop pour célébrer le « courage » de Macron (fort avec les opprimés, mais rampant devant ses maîtres de Davos et Versailles...) et pour stigmatiser les « gens de rien » se vautrant dans les « privilèges ». Inversant plus que jamais les significations au moyen d'une novlangue digne d'Orwell, le totalitarisme médiatique désormais bien en place vise à faire passer la démolition générale pour un progrès de la justice et de la modernité : augmenter la CSG et détruire la cotisation patronale « pour soutenir le pouvoir d'achat », fermer des hôpitaux « pour sauver la santé », fermer des écoles « pour sauver l'Ecole », développer la précarité et les licenciements « pour sauver l'emploi », gonfler les dépenses d'armement et multiplier les interventions militaires « pour sauver la paix », fliquer les syndicalistes, les réseaux sociaux, les migrants « pour sauver notre démocratie »...

Toutefois, la réalité est plus forte que les discours qui la travestissent et le ras-le-bol monte dans le monde du travail écrasé par une poignée de financiers. De fait, les luttes se multiplient depuis le début de

l'année : grèves dans le privé contre les suppressions d'emplois ou pour des augmentations de salaires, grèves dans les départements contre les fermetures de classes et d'école notamment en milieu rural, grèves dans les EHPAD, actions des retraités, grève dans les trois Fonctions publiques le 22 mars et grève qui s'annonce chez les cheminots contre les projets du gouvernement...

Dans ce contexte, la journée du 22 mars peut être décisive pour la suite puisqu'autour de la grève des Fonctions publiques convergent la mobilisation des universités, la manifestation nationale des cheminots mais aussi les appels des fédé CGT du commerce et mines-énergie.

Il va sans dire qu'il faut assurer la plus grande réussite de cette journée du 22 mars mais qu'à elle-seule, elle ne suffira pas. L'expérience des nombreuses luttes perdues au niveau national depuis vingt ans le montre : les journées d'action séparées les unes des autres sans construction d'une lutte durable, convergente qui associe différentes formes d'action (grève reconductible, blocage des profits, manifestation nationale monstre à Paris...) ne peuvent déboucher que sur la victoire de notre adversaire de classe.

La responsabilité de la CGT et de la FSU, qui se réclament du syndicalisme de lutte et de la Charte d'Amiens, est grande pour tirer les leçons de ces dernières années et pour fédérer les salariés du public, ceux du privé, les retraités, les étudiants, les travailleurs uberisés, les chômeurs qui ont tous le même ennemi : l'oligarchie financière représentée aujourd'hui par Macron et l'UE.

Elles doivent cesser toute temporisation pour s'engager clairement dans la construction du rapport de force en veillant à combattre les divisions et autres méfiances intercatégorielles. Une défaite des cheminots, partie la mieux organisée du prolétariat français, serait une porte grande ouverte pour écraser sans fin la France des travailleurs à l'instar de ce qui s'est passé en Angleterre quand Thatcher a réussi à isoler et à écraser les mineurs.

Mais le rapport de force ne pourra se construire seulement par « en haut ». Il faut que les masses populaires entrent en résistance comme elles ont su le faire en d'autres temps, qu'elles se lèvent dans un sursaut général de la jeunesse et des travailleurs permettant de contrer le « blitzkrieg » du banquier Macron et d'ouvrir des perspectives offensives de changement de pouvoir et de société.

La régression sociale et démocratique n'est pas une fatalité. Elle est imposée par un système qui ne peut plus promettre que la barbarie en l'appelant modernité, et dont l'UE est l'arme létale continentale. Mais personne n'est « légitime » pour détruire les conditions de vie d'un peuple et rien n'est plus légitime, en démocratie, que de « mettre le monde du travail au cœur de la vie nationale », ainsi qu'y invitait le programme du CNR intitulé « Les Jours heureux ».

Contre la guerre-éclair déclarée à la Nation populaire, salariés du privé et du public, cheminots, enseignants, étudiants, retraités, chômeurs, travailleurs de Ford-Blanquefort de Carrefour, de Bricodépôt, de PSA, de STX et d'Alstom, tous ensemble nous avons la force de les faire reculer !

Pour adhérer au Front Syndical de Classe

- Adhésion individuelle : 36 euros par an (10 pour les bas revenus)

Chèque (à l'ordre de « Front Syndical de Classe ») à envoyer à la trésorière :

Anna Persichini, L'Orée des Pugets L.2, 711 avenue J. Aicard, 06700 Saint Laurent du Var

- Adhésion de syndicats et d'organisations de base : contacter la trésorière ou écrire à frontsyndical.classe@laposte.net